

Brochure n° 3136

**Convention collective nationale**

**IDCC : 1480. – JOURNALISTES**

---

ACCORD DU 10 MAI 2017  
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA AU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2017

NOR : ASET1750691M

IDCC : 1480

---

Entre  
SPHR  
FPPR

D'une part, et

SNJ  
SNJ CGT  
FC CFTC  
F3C CFDT  
SGJ FO

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

I. – Au terme d'une négociation paritaire, menée dans le cadre de la révision quinquennale de la grille des salaires minima des journalistes des entreprises adhérentes de la fédération de la presse périodique régionale, les parties signataires ont adopté les dispositions suivantes :

1. Les fonctions et leurs définitions n'ont subi aucune modification mais de nouveaux coefficients leur ont été attribués (413 à 617) ;

2. Les postes de « journaliste stagiaire » ont été regroupés sous un même coefficient (413), étant précisé que la durée du stage reste de 24 mois. Toutefois, pour les journalistes diplômés d'une école reconnue par la convention collective des journalistes ou issus de la filière « localiers » de la PHR, la durée du stage est ramenée à 12 mois ;

3. Une nouvelle grille des salaires conventionnels minima est instaurée. Elle résulte de la mise en place de nouveaux coefficients et d'une nouvelle valeur du point, et figure en annexe du présent accord ;

4. La mise en œuvre effective de la nouvelle grille par les entreprises adhérentes de la fédération de la presse périodique régionale (FPPR) interviendra le 1<sup>er</sup> juillet 2017 ;

5. Chaque collaborateur des entreprises de la FPPR relevant de la catégorie des journalistes sera informé, à l'initiative de l'employeur et au plus tard dans les 15 jours précédant l'application de la nouvelle grille, de l'existence de celle-ci, de son nouveau référentiel de coefficients et de la nouvelle valeur du point ;

6. Les parties signataires reconnaissent la nécessité de constituer une commission de suivi paritaire, chargée d'examiner les différends éventuels qui lui seraient soumis, pour tenter d'y apporter une solution amiable. Cette commission pourra être saisie pendant une durée de 6 mois au-delà du délai limite d'application ;

7. Conformément à une pratique constante, la revalorisation conventionnelle des salaires minima introduite par la nouvelle grille de salaires dans le cadre du présent accord est sans effet sur les salaires réels pratiqués en entreprise lorsque ceux-ci sont d'un montant supérieur ou égal à ces nouveaux minima ;

8. Les parties signataires conviennent de l'ouverture, en septembre 2017, de négociations sur les définitions des postes de journalistes actuellement en vigueur en vue de leur adaptation à l'ensemble des supports.

II. – Les signataires du présent accord entendent également rappeler que conformément aux différents textes applicables aux entreprises adhérentes de la fédération de la presse périodique régionale :

1. Le SMPG (salaire minimum professionnel garanti), instauré et revalorisé conformément aux dispositions de l'article 9 de l'accord étendu du 30 juin 1999 organisant la durée du travail au sein de la presse périodique régionale, est établi à 1 554,32 € au 1<sup>er</sup> janvier 2017 ;

2. Aucun salaire de base (hors prime d'ancienneté éventuelle) ne peut être inférieur au SMPG en vigueur ;

3. Les majorations prévues pour tenir compte du tirage (+ 10 % pour tirage > 20 000 ex) et de la périodicité (bi-hebdo : + 10 %, tri-hebdo : + 15 %) sont calculées sur le salaire minimum du coefficient.

### III. – Durée, dépôt et extension

Le présent accord national professionnel est conclu pour une durée indéterminée.

Il est déposé, avec ses annexes, conformément à l'article D. 2231-2 du code du travail, auprès des services du ministère du travail.

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension conformément à l'article L. 2261-24 du code du travail.

Fait à Paris, le 10 mai 2017.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE

### Barème des salaires des journalistes

Applicable au 1<sup>er</sup> juillet 2017.

Valeur du point : 3,89 €.

(En euros.)

FONCTION	ANCIEN coefficient	NOUVEAU coefficient	NOUVEAU SALAIRE BRUT MENSUEL (base 35 heures hebdo)
Journaliste stagiaire (1 <sup>er</sup> -12 <sup>e</sup> mois)	112	413	1 606,57
Journaliste stagiaire (13 <sup>e</sup> -24 <sup>e</sup> mois)	115		
Reporter photo 1 <sup>er</sup> échelon	120	419	1 629,91
Secrétaire de rédaction 1 <sup>er</sup> échelon Journaliste polyvalent 1 <sup>er</sup> échelon	125		
Secrétaire de rédaction multimédia 1 <sup>er</sup> éch. Reporter photo 2 <sup>e</sup> échelon	130	425	1 653,25
Journaliste polyvalent 2 <sup>e</sup> échelon Rédacteur détaché Secrétaire de rédaction 2 <sup>e</sup> échelon	135	441	1 715,49
1 <sup>er</sup> secrétaire de rédaction Secrétaire de rédaction multimédia 2 <sup>e</sup> éch.	140	452	1 758,28
Chef de service ou d'agence Journaliste polyvalent 3 <sup>e</sup> échelon	145	468	1 820,52
Chef d'édition(s) Secrétaire général de la rédaction	150	485	1 886,65
Rédacteur en chef adjoint	175	567	2 205,63
Rédacteur en chef	190	617	2 400,13

Les salaires ci-dessus sont majorés, le cas échéant, de la façon suivante :

a) Pour tenir compte du tirage : au-dessus de 20 000 ex. : majoration de 10 %

b) Pour tenir compte de la périodicité :

– bi-hebdo : majoration de 10 % ;

– tri-hebdo : majoration de 15 %.

Une indemnité de 38,11 € est attribuée aux journalistes qui utilisent leur appareil photographique personnel.

N.B. : les augmentations au titre des indices des prix portent sur les salaires réels.